

PRÉFET DU LOIRET

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

ARRETÉ
portant autorisation d'exploiter au GAEC « LES PLAINES »

Le Préfet du Loiret
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11 du titre III du livre III du code rural et de la pêche maritime,
Vu la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole, à son environnement économique et social,
Vu les lois d'orientation agricole n° 99-574 du 9 juillet 1999 et n° 2006-11 du 5 janvier 2006,
Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, et notamment ses articles 8 et 9,
Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,
Vu le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural (partie réglementaire)
Vu l'arrêté du 18 septembre 1985 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors-sol,
Vu l'arrêté du 6 avril 2009 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L. 331-2 (3°) et R. 331-1, D. 343-4, L. 311-3 et D. 341-7 (3°) du code rural et de la pêche maritime,
Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2013 établissant le schéma directeur des structures agricoles du département du Loiret et la valeur de l'unité de référence (UR = 92 ha),
Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2014 portant délégation de signature à la directrice départementale des territoires du Loiret et l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires du Loiret.

Vu la demande n° **159837** présentée le **15 juin 2015** par
le GAEC « LES PLAINES »
Messieurs BOULET Éric et Sylvain
4, Rue du Soleil levant
45390 – ONDREVILLE SUR ESSONNE

relative à des modifications intervenues dans la société (Retrait de Monsieur BOULET Joël associé exploitant – Entrée de Monsieur BOULET Sylvain en tant qu'associé exploitant – Cession de parts entre associés),

Vu l'information faite à la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture, section « Structures et Économie des Exploitations » du **25 JUIN 2015**,

Considérant :

- **que le GAEC « LES PLAINES » (Monsieur BOULET Éric, 60 ans, associé exploitant et Monsieur BOULET Sylvain, 31 ans, associé exploitant), exploite une surface de 220,20 ha. Monsieur BOULET Sylvain ne remplit pas les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle, ce qui entraîne une demande d'autorisation d'exploiter ;**
- **que la demande du GAEC « LES PLAINES » (Messieurs BOULET Éric et Sylvain) permet l'installation de Monsieur BOULET Sylvain sur une exploitation économiquement viable ;**
- **que l'ensemble des propriétaires a émis un avis favorable sur cette opération.**

Sur proposition de Madame la directrice départementale des territoires du Loiret,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Est **ACCORDÉE** l'autorisation sollicitée par le **GAEC « LES PLAINES »** (Messieurs **BOULET Éric** et **Sylvain**)

en vue **des modifications intervenues dans la société (Retrait de Monsieur BOULET Joël associé exploitant – Entrée de Monsieur BOULET Sylvain en tant qu'associé exploitant – Cession de parts entre associés),**

La superficie totale exploitée par le **GAEC « LES PLAINES »** (Messieurs **BOULET Éric** et **Sylvain**) serait de **220,20 ha** (parcelles référencées : 45014 ZP86-ZI20-ZO18-ZO21-ZP22-ZP42-ZP43-ZP45-ZE159-ZI18-ZI19-ZI21-ZI22-ZO19-ZP4-ZP5-ZP10-ZP88-ZI28-ZO23-ZE98-ZF61-ZI24-ZI25-ZI26-ZP8-ZP9-ZP19-ZP20-ZF63-ZP23-ZP44-ZP89-ZE170-ZI23-ZO65-ZO136-ZP7-ZP21-ZP74-ZE100-ZI27-ZO22-ZP3-ZR87 – 45054 ZN59-ZN24 – 45056 ZF131-ZF133 – 45233 ZA121-ZA15-ZA19-ZA21-ZA51-ZB8-ZB33-ZC5-ZC15-ZC16-ZC20-ZC31-ZC35-ZC48-ZD40-ZD31-ZA49-ZA50-ZA75-ZD55-A383-A511-ZC24-ZC25-ZA16-ZA17-ZC28-ZC29-ZC30-ZC4-ZB25-ZC27-E109-E217-ZC26-ZD47-ZD29-ZA122-ZC7-ZD45-ZA20-ZA23-ZD41 – 45258 ZD150-ZD151-ZE7-ZE98-ZE118-ZL94-ZL95-ZL117-ZN6-ZN12-ZP151-ZT19-ZT113-ZV78-ZE114-ZK33-ZN11-ZN82-ZS38-ZV80-ZS37-ZT5-ZT6-AB37-AK62-ZA57-ZE38-ZH6-ZK32-ZL96-ZL103-ZV29-ZV81-ZK30-ZK31-ZM83-ZP90-ZP152-ZV102-ZV103-ZL101-ZL100-ZV20-ZL102-ZT4-ZE120-ZE107-ZL97-ZL115-ZL116-AM76-AM80-ZT7-ZV93-ZV96-ZX42-ZX43 et ZX45).

Article 2 – L'autorisation d'exploiter sera périmée si son titulaire n'a pas mis en culture le fonds considéré avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification, soit avant le 31 OCTOBRE 2016. Si le fonds est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur, sauf si la situation personnelle du demandeur au regard des dispositions du présent chapitre est modifiée.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision. Celle-ci sera affichée à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien concerné et insérée au recueil des actes administratifs.

Fait à Orléans, le 17 JUILLET 2015
Pour le préfet et par délégation
Pour la directrice départementale des territoires
La chef du service agriculture et développement rural

Signé : Selma THIEBLEMONT

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à M. le Préfet du Loiret

- un **recours hiérarchique**, adressé au ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche
Dans ces deux cas, le silence l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un **recours contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans.